

LE SOCIALISTE

ORGANE CENTRAL DU PARTI OUVRIER

ABONNEMENTS

3 mois 1 fr. 50, 6 mois 3 fr., un an 6 fr.

10 CENT. le NUMÉRO

TOUT CE QUI CONCERNE LA RÉDACTION DOIT ÊTRE ADRESSÉ

AU SECRÉTAIRE du CONSEIL NATIONAL

PARIS — 14, AVENUE DE MONTSOURIS, 14 — PARIS

ADMINISTRATION

98, RUE MONTORGUEIL, 98

PARIS

Les progrès du Parti ouvrier, depuis le Congrès international de Paris et la manifestation du 1^{er} mai, ont rendu indispensable un organe central, reliant nos divers groupements dans toute la France et représentant le Parti lui-même auprès des partis socialistes d'Europe et d'Amérique.

Publié par les soins et sous le contrôle du Conseil national, le Socialiste sera cet organe, trait d'union à la fois intérieur et extérieur, véritable miroir du Parti dont il résumera hebdomadairement la vie et l'action pour les porter à la connaissance de tous.

Pour cela, il a besoin du concours dévoué de toutes les organisations locales et, cette collaboration assidue qu'il réclame, il est persuadé qu'elle ne lui fera pas défaut.

Il faut qu'en ouvrant leur journal, chacun des membres du Parti puisse se rendre immédiatement compte de tout ce qui se passe, non seulement dans sa commune ou dans son métier, mais partout où la lutte se poursuit entre la fraction de plus en plus nombreuse du prolétariat organisé et conscient et la société bourgeoise à l'agonie.

Dans une pareille vue d'ensemble du champ de bataille commun individus et groupes trouveront, en même temps que la direction à imprimer à leurs efforts, un encouragement et des forces nouvelles.

Afin d'éviter tous les mécomptes, le Socialiste, décidé à durer, ne sera pas mis en vente. Pour le recevoir, il faudra s'y abonner, et plus les abonnements viendront en nombre, plus, ses dépenses couvertes, l'Administration pourra mettre d'exemplaires — gratuitement ou au prix de revient — à la disposition des comités de propagande.

Le Socialiste, en un mot, sera ce que le Parti le fera. Il pourra beaucoup pour l'organisation, le recrutement et la marche en avant du Parti, si, comme nous n'en doutons pas, les militants savent se servir de l'arme que nous leur mettons en mains.

CONGRÈS NATIONAL DE LILLE

aux Fédérations, Groupes et Membres du Parti
Camarades,

Le Parti Ouvrier, réuni en juillet 1889 en assemblée générale à l'occasion du Congrès international de Paris, prenait à l'unanimité la délibération suivante :

Considérant la gravité des événements qui se préparent et la nécessité, pour les faire tourner à l'avantage des travailleurs et du socialisme, de centraliser toutes les forces du Parti Ouvrier ;

Considérant que, pour donner à cette centralisation son maximum d'effet, c'est à Paris, siège des pouvoirs publics, qu'il convient de l'organiser ;

Les délégués de Calais, Lille, Roubaix, Montluçon, Commeny, Bordeaux, Lyon, Reims, Saint-Quentin, [Saint-Fargeau, Armentières, Tourcoing, Troyes, etc.,

Réunis en assemblée plénière les 12-19 juillet 1889 ;

Vu les articles 1, 2, 3 et suivants du titre VII des statuts du Parti ;

Au nom des 145 groupes ou syndicats qu'ils représentent,

Décident :

1. Il y a lieu de constituer à Paris un Conseil national du Parti ;

2. Ce Conseil, jusqu'à ce que sa composition et ses attributions aient pu être définitivement déterminées par un Congrès national régulièrement con-

voqué, est composé des citoyens G. Crépin, Camescasse, S. Dereure, G. Deville, J. Guesde, P. Lafargue, J. Lainé, qui auront, sous le contrôle des groupes parisiens adhérents, à prendre toutes les mesures commandées par les circonstances.

C'est en exécution de cette décision, et en vertu des pouvoirs qu'elle lui confère, que votre Conseil national, après en avoir référé aux groupes parisiens et d'accord avec les groupes de Lille, a convoqué pour le mois d'octobre 1890, à Lille, un Congrès national du Parti.

Il s'agit, non-seulement de régulariser la composition et les attributions de l'organe central du Parti, mais de reprendre la série trop longtemps interrompue de nos Congrès annuels, seuls capables de concentrer dans une action commune nos forces dispersées et de leur imprimer la direction unique en dehors de laquelle il n'y a pas de victoire possible.

Certes, même laissés à eux-mêmes, nos groupements locaux ne sont pas restés inactifs. Leur propagande ne s'est pas lassée. Ils ont vaillamment combattu sur tous les terrains et en toute occasion, contribuant puissamment dans toute la France au succès de la Manifestation du 1^{er} Mai; faisant, comme à Roubaix, surgir de la dernière grande grève une sérieuse organisation corporative; ailleurs, comme à Montluçon, à Calais, à Commeny et à Lille, jetant des nœuds de haute lutte dans les conseils municipaux et d'arrondissement; ailleurs encore, comme à Marseille, il y a quelques jours, installant des membres du Parti au conseil des prud'hommes. Partout, nous sommes heureux et fiers d'avoir à en rendre témoignage, on a fait son devoir, tout son devoir, créant une imprimerie, publiant des journaux, etc., etc.

Mais combien plus féconde aurait été cette activité, comme elle aurait rayonné sur le pays tout entier, si elle avait pu être coordonnée, on pourrait dire *nationalisée*; si, au lieu de bataillons isolés luttant héroïquement sur place, le Parti avait formé une seule armée manœuvrant d'ensemble sur un plan concerté — et exécuté — par tous!

Ce sera l'œuvre du Congrès de Lille, qui aura à examiner la situation générale du Parti, à rétablir entre ses différentes fractions les rapports permanents nécessaires, et à aviser à la création des ressources ou des munitions qui nous ont manqué jusqu'à présent, à la constitution de ce budget qui s'impose à la guerre sociale comme à toutes les guerres.

Venant immédiatement avant le Congrès national des Chambres syndicales de France qui doit se tenir à Calais du 13 au 19 octobre, le Congrès national du Parti ouvrier n'est pas pour lui faire concurrence. Il en est, en réalité, le complément obligé.

À Calais, c'est à l'organisation ouvrière par métier qu'il sera pourvu. Arrachant les travailleurs à l'impuissance de l'isolement, on les groupera, on les fédérera corporativement pour la lutte indispensable à la défense du pain ou du salaire quotidien.

À Lille, c'est l'organisation politique du prolétariat qui sera poursuivie, perfectionnée, pour la lutte politique qui peut seule, non plus seulement rendre le présent moins insupportable, mais préparer l'avenir, réaliser l'ordre nouveau, l'affranchissement du travail, sur la base fatale de l'expropriation de la classe capitaliste et de la socialisation des moyens de production.

Le Conseil national compte donc que, pénétrés de l'importance de la tâche qui leur

incombe, et stimulés par la marche triomphale de la Démocratie-socialiste allemande, les Fédérations, groupes et membres du Parti répondront à son appel, assurant par leurs délégués le succès d'un Congrès appelé à ouvrir une ère nouvelle pour le Parti ouvrier français.

Le Congrès de Lille s'ouvrira le samedi 11 octobre, à dix heures du matin.

Il durera deux jours et tiendra cinq séances privées, pour clôturer le dimanche soir par une grande réunion publique à l'Hippodrome.

Son ordre du jour est ainsi fixé :

Situation du parti.

Des modifications à apporter à son fonctionnement intérieur.

Du plan de campagne pour 1890-91.

Pour le Conseil national :

Le Secrétaire,

J. GUESDE.

Envoyer les adhésions soit au secrétaire du Conseil national, 14, avenue de Montsouris, Paris; soit au secrétaire de la Commission d'organisation, le citoyen G. Delory, rue de Béthune, 21, Lille.

Chargés par le Conseil national d'organiser le Congrès national du Parti Ouvrier pour 1890 les groupes de Lille se sont mis immédiatement à l'œuvre.

Et ils sont heureux d'annoncer aux Fédérations, groupes et membres du Parti que tout est prêt pour recevoir leurs délégués.

Le Congrès se tiendra, salle de la Table-Ronde, rue de la Vieille-Comédie, 25.

Il durera deux jours : le samedi 11 et le dimanche 12 octobre, et sera clôturé par une grande réunion publique à l'Hippodrome le dimanche soir.

À moins que le Congrès n'en décide autrement, les séances privées auront lieu, le samedi, de 10 heures à midi, de 2 heures à 6 et de 9 à 11; le dimanche, de 9 heures à midi et de 1 heure à 5.

L'ordre du jour, tel qu'il a été proposé par le Conseil National et tel qu'il a été accepté par le Parti, est ainsi conçu :

Situation du Parti. — Des modifications à apporter (s'il y a lieu) à son fonctionnement intérieur. — Du plan de campagne pour 1890-91.

Et maintenant que les groupes de Lille ont fait leur devoir, en accomplissant de leur mieux la tâche qui leur incombait, aux groupes des autres points de la France à faire le leur en se faisant tous représenter à notre premier Congrès d'action.

Par les résultats qu'a obtenus, malgré des persécutions sans précédents, la Démocratie-socialiste allemande, nous avons tous pu nous rendre compte de ce que peuvent l'organisation et la discipline. Si nos amis d'outre-Vosges ont pu non seulement résister à la terreur Bismarkienne, mais triompher de l'homme de fer et de sang qui incarnait l'Allemagne capitaliste et militaire, c'est grâce à leurs efforts combinés, c'est grâce aux Congrès qui ont été tenus à l'étranger et qui ont imprimé au Parti la direction sans laquelle toutes les bonnes volontés restent forcément impuissantes.

À nous à mettre à profit cette grande expérience et à apprendre à notre tour à mettre, mieux que de l'ordre, de l'unité dans notre propagande et dans notre action.

Le Congrès national de Lille n'a pas d'au-

tre but. Il resserrera les liens théoriques qui unissent les diverses fractions du Parti Ouvrier et permettra de dégager de cette consultation générale la marche commune qui s'impose pour le triomphe de notre programme.

Si épuisés que puissent être nos groupements par les campagnes électorales et par les grèves qu'ils ont eu à soutenir, qu'ils se rendent compte de l'importance des assises qui vont s'ouvrir et, faisant l'effort nécessaire, ils répondront à l'appel que nous leur adressons d'accord avec le Conseil National.

Et le Congrès de Lille, par la concentration de nos forces, fera époque dans le développement de notre Parti Ouvrier.

Pour les groupes de Lille du Parti Ouvrier.

G. DELORY

Conseiller d'arrondissement

PROJET

de

RÈGLEMENT GÉNÉRAL

Par suite de la longue suspension de la vie centrale ou nationale du Parti ouvrier — pas de Congrès depuis 1884, et, de 1885 jusqu'en 1889, plus de Conseil national — l'organisation du Parti sur les divers points de la France a revêtu les formes les plus diverses, en contradiction, sinon avec l'esprit, du moins avec la lettre de nos Statuts généraux élaborés et votés par le Congrès de Roanne en 1882.

On peut regretter cet état de choses, mais il est impossible de ne pas en tenir compte, étant donné qu'il s'applique à plus de 200 groupes dans plus de 80 villes. C'est du moins l'avis du Conseil national qui a été réconstitué l'année dernière et qui, à la veille du Congrès de Lille appelé à réorganiser nos forces, se refusant à la fois à violenter les groupements locaux pour les ramener à un type uniforme même supérieur, et à toucher à des statuts dont la valeur n'est pas contestable et qui pourront être repris utilement plus tard, vous propose d'assurer l'unité d'action du Parti au moyen du règlement provisoire suivant, seul en vigueur jusqu'à nouvel ordre :

TITRE I

DÉNOMINATION DU PARTI

Article premier. — Le titre du Parti est Parti ouvrier, — qui dit Parti ouvrier disant constitution des travailleurs en parti de classe pour l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et la socialisation des moyens de production.

TITRE II

COMPOSITION DU PARTI

Art. 1^{er}. — Le Parti comprend tous ceux et toutes celles, qui ayant adhéré à son programme, se conformeront au présent règlement.

Art. 2. — Il se compose de groupes et de fédérations — locales, départementales ou régionales — de groupes, en rapports constants avec le Conseil national au moyen de secrétaires nommés à cet effet.

TITRE III

ADMINISTRATION DU PARTI

Art. 1^{er}. — Le Parti est administré par un Conseil national élu par le Congrès national annuel et placé sous le contrôle des groupes existant dans la ville où il siège.

Il est composé de cinq membres.

Art. 2. — Le Conseil national nomme dans son propre sein, un secrétaire pour l'intérieur et un secrétaire pour l'extérieur — ces deux fonctions devant autant que possible être rétribuées.

Art. 3. — Les dépenses du Conseil national sont couvertes :

(a) Par une cotisation de cinq centimes par mois, obligatoire pour chaque membre du Parti;

(b) Par une carte d'adhérent du prix de 10 centimes que chaque membre du Parti est tenu de se procurer chaque année.

Art. 4. — Le Conseil national a le droit d'organiser pour les besoins de sa gestion des réunions et des souscriptions.

Art. 5. — Le Conseil national veille à l'exécution des décisions des Congrès nationaux.

Il prend toutes les mesures que peuvent commander les circonstances et dont il est responsable devant le prochain Congrès.

TITRE IV

DIRECTION DU PARTI

Art. 1^{er}. — La direction du Parti appartient exclusivement au Parti lui-même réuni en Congrès national annuel.

Art. 2. — Les décisions des Congrès nationaux font loi et tout membre ou groupe qui refuserait de s'y conformer se mettrait lui-même hors du Parti.

TITRE V

CONGRÈS DU PARTI

Art. 1^{er}. — Il sera tenu chaque année un Congrès national du Parti.

L'organisation de ce Congrès est confiée aux groupes de la ville où il se réunira.

Art. 2. — Ce Congrès doit être convoqué trois mois à l'avance par le Conseil national. Chaque Congrès détermine la ville où se tiendra le Congrès suivant.

Art. 3. — Le Conseil national devra se faire représenter au Congrès par une délégation d'un ou de plusieurs membres. La délégation aura à rendre compte de la gestion du Conseil et à présenter un rapport détaillé sur l'état du Parti.

Elle prendra part à la discussion, mais non au vote.

TITRE VI

DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES

Art. 1^{er}. — Le Parti aura un organe central publié par les soins et sous la responsabilité du Conseil national et auquel tous les membres du Parti sont invités à s'abonner.

Art. 2. — Tout différend survenant entre des groupes ou des membres du Parti devra être déféré à un conseil arbitral nommé en nombre égal par chacun des parties.

La partie qui se croirait lésée pourra en appeler soit au Conseil national, soit au prochain Congrès national qui prononcera en dernier ressort.

Tout groupe ou membre s'interdit de porter sa querelle en dehors du Parti par voie de presse, de réunion publique ou tout autre moyen.

Art. 3. — Les cartes d'adhérents porteront le timbre du Conseil national, ainsi que le timbre de la fédération ou du groupe auquel appartient l'adhérent.

Art. 4. — En dehors de cette carte, chaque membre du Parti devra être muni du programme et du règlement général qui seront tenus à la disposition des fédérations et des groupes par le Conseil national au prix de 10 centimes.

Il est bien entendu qu'il n'est et ne peut être question dans les dispositions ci-dessus que d'un projet de règlement que le Conseil national soumet à votre examen préalable et qui, discuté au Congrès, sera ce que le Parti, par l'organe de ses délégués, voudra qu'il soit.

Le Parti ouvrier français à la Démocratie-socialiste allemande.

Frères d'Allemagne,

Le premier octobre prochain sera la consécration de votre victoire décisive du 20 février dernier.

Ce jour là, que saluent les travailleurs des deux-mondes, verra la fin de l'odieuse régime d'exception forgé contre votre prolétariat d'avant-garde par l'Allemagne militaire et capitaliste incarnée dans M. de Bismarck.

Ainsi, par votre lutte héroïque de douze années, aura été démontré une fois de plus l'impuissance de toutes les réactions et de toutes les persécutions contre le mouvement communiste qui emporte irrésistiblement la société moderne.

Pour la première fois depuis 1878 votre Démocratie-socialiste va pouvoir librement, sur la terre allemande, se réunir en Congrès national et puiser, dans son organisation accrue et complétée, de nouvelles forces pour achever son œuvre d'affranchissement du travail.

Le Congrès de Halle, en vous montrant plus unis et plus ardents que jamais, réduira à néant les prétendues divisions imaginées et exploitées par la presse bourgeoise de tous les pays contre le socialisme international dont vous êtes la plus puissante expression.

Le Parti ouvrier français, qui s'est toujours solidarisé avec vous dans toutes vos épreuves et qui a toujours fait avec vous programme et congrès communs, ne veut pas attendre l'ouverture de ce Congrès pour vous adresser ses félicitations et ses vœux.

A la veille de nous réunir nous mêmes en Congrès national à Lille, nous tenons à confirmer une fois de plus le pacte de fraternité qui nous lie et à vous assurer que, conscient de la tâche qui incombe à tous les partis socialistes, nous ne cesserons pas d'imposer au chauvinisme de nos dirigeants cette grande paix entre les peuples qui, pour vous comme pour nous, est la première et indispensable condition de l'émancipation ouvrière.

Vive la Démocratie-socialiste allemande !
Vive le socialisme international !

Le Conseil national :

CAMESCASSE, G. CRÉPIN, S. DEREURE,
JULIUS GUESDE, PAUL LAFARGUE,
LAINÉ.

CONGRÈS OUVRIERS

Nous sommes arrivés à une époque importante dans l'histoire du prolétariat; les représentants de tous les pays se réunissent en Congrès. Le 23 août, c'était le vaillant parti socialiste espagnol qui ouvrait la marche à Bilbao.

événements économiques et par une propagande philosophique dont elle n'avait su apprécier la portée.

Le 1^{er} Mai, qui a fait trembler la bourgeoisie, mais qu'elle oublie, aujourd'hui qu'elle est revenue de sa peur, n'est pas une de ces journées fortuites, occasionnées par des circonstances étrangères au monde du travail; il est la première manifestation internationale d'une longue agitation socialiste, qui elle-même est mise en mouvement et est entretenue par les phénomènes de la production capitaliste.

Je vais essayer de rappeler les événements qui ont concouru à faire du 1^{er} mai 1890 une date dans l'histoire du monde.

I

Le mouvement pour la journée de 8 heures, pour faire son tour du monde, partit des Etats-Unis d'Amérique. Le lendemain de la défaite du Sud, M. Wade, vice-président de la République américaine, disait dans un discours public: «Après l'abolition de l'esclavage, la question à régler sera celle des rapports du travail avec le capital et la propriété financière.»

La guerre de sécession, qui coûta un million de vies humaines pour l'affranchissement d'un demi-million d'esclaves, ouvrit une ère nouvelle aux Etats-Unis, dont l'Europe a déjà senti le contre-coup dans son agriculture et dans son agitation socialiste.

Tandis que sous l'action de la création de la dette publique américaine (la plus colossale du monde, disait le Yankee avec forfanterie), et que sous l'impulsion imprimée

Le 1^{er} septembre, à Liverpool, les Unions ouvrières de l'Angleterre; le 14, le parti ouvrier belge; enfin, en octobre, les partis socialistes français et allemands fermeront la série.

Cette presque simultanéité fait de ces congrès nationaux comme un congrès international. Déjà l'on peut voir que le même courant entraîne tous les partis socialistes et qu'une tendance à une grande mobilisation de toutes les forces du prolétariat ressort même des dernières venues, des Trades-Unions, qui acceptent l'idée d'une organisation internationale des travailleurs. C'est là un des faits les plus caractéristiques.

Un autre événement non moins important, c'est l'adoption par les Trades-Unions du principe de la journée de huit heures à établir par le Parlement. On sait que, le 4 mai dernier, la partie réactionnaire et rétrograde des Unions anglaises avait adopté le principe de la journée de travail de huit heures due à l'initiative privée. C'est la partie énergique et jeune du congrès qui l'a emporté cette fois, et cette victoire aura un grand retentissement, surtout dans le camp capitaliste, car elle marque une rupture complète avec l'ancienne politique des Trades-Unions.

A Bilbao, les socialistes espagnols ont décidé le maintien de la date du 1^{er} mai pour la manifestation prochaine. Il est certain que le congrès international de Paris a laissé aux différents partis les mains libres en ce qui concerne la forme de la manifestation.

C'est pourquoi Bellet, dans un récent discours, soutenait que la conduite des manifestants anglais, qui avaient pris le dimanche comme leur convenant mieux, avait été la plus logique et la plus politique. Mais il ne faudrait pas passer à une autre extrémité et oublier qu'une manifestation le même jour partout à la fois a une tout autre signification qu'une démonstration fragmentaire.

Le parti ouvrier espagnol a donc raison, il le peut, de maintenir la date du premier mai, comme l'ont fait en majorité les partis socialistes du continent. D'ailleurs, d'ici la prochaine manifestation, on aura le temps de réfléchir aux difficultés qui pourront se présenter, et au moyen de les surmonter.

Nous mettons à la fin de cet article les différentes résolutions prises par ces deux congrès. Le congrès espagnol a décidé, à la majorité des voix, que la date du premier mai serait maintenue pour la prochaine manifestation et a protesté contre le travail des prisons. Pour les élections prochaines, on publiera un manifeste où les travailleurs espagnols seront invités à ne voter que pour les candidats présentés par le parti socialiste. Finalement, on a rejeté une proposition de grève générale comme impossible tant que les travailleurs ne seraient pas organisés en corporations et syndicats.

En résumé, les résolutions prises témoignent d'un nouvel élan et d'une nouvelle force dans le parti socialiste espagnol.

par la culture des plaines de l'Ouest et l'établissement des lignes ferrées, croissait avec une effrayante rapidité une aristocratie financière milliardaire et se produisait une monopolisation de la terre (la plus gigantesque qu'on ait vu depuis les *latifundies* d'Italie), commençait dans les campagnes le mouvement des petits fermiers, et, dans les villes, l'agitation ouvrière pour la journée de huit heures (1).

Les Républicains, vainqueurs des esclavagistes sécessionnistes, afin de triompher des Démocrates et de se maintenir au pouvoir, avaient un trop pressant besoin des votes ouvriers pour ne pas avoir l'air d'écouter leurs réclamations; ils y firent droit dans la limite de leur pouvoir et établirent la journée de huit heures dans les ateliers de l'Etat (2).

(1) M. Kelly, un fermier de Minnesota, envoyé après la guerre dans les Etats du Sud par la Commission agricole, commença en 1866 à organiser les fermiers en comités locaux, appelés *granges*.

(2) Les deux partis bourgeois qui, aux Etats-Unis, se disputent le pouvoir sont les Républicains et les Démocrates. Avant la guerre pour l'abolition de l'esclavage, les Républicains représentaient les Etats du Nord, plus industriels que les Etats du Sud, essentiellement agriculteurs, où dominaient les Démocrates. Les Etats du Nord étaient protectionnistes et ceux du Sud libres-échangistes; au fond de la guerre civile américaine, git, non pas une question de liberté humaine, mais une question de tarifs douaniers. Depuis la guerre, les Républicains représentent les intérêts de l'aristocratie financière et industrielle, et les Démocrates ceux de la propriété foncière.

A Liverpool, le congrès des Trades-Unions a adopté, après une discussion entre les deux partis qui se trouvaient face à face, la journée de huit heures établie par acte du Parlement. Marks, représentant des compositeurs de Londres, avait présenté une proposition dans ce sens. Tillett, Burns et le membre de la Chambre des Communes Abraham, qui avaient représenté les mineurs, ont fini par la faire adopter par 193 voix contre 155.

Nous citerons, parmi les autres résolutions adoptées, celle demandant l'augmentation des inspecteurs de fabrique, l'introduction d'un certain nombre de femmes comme inspectrices d'ateliers, la création de commissions d'arbitrage, composées également d'ouvriers et de patrons.

Nous saluons avec joie cette victoire des nouveaux unionistes sur les Broadhurst et les Shipton, qui représentaient les éléments rétrogrades et réactionnaires et avaient tant de fois mérité la reconnaissance des capitalistes. Le remarquable discours du président Matkin a inauguré toute une nouvelle tactique des ouvriers anglais, décidés à obtenir par tous les moyens possibles ce que les pouvoirs publics leur refusent. Ils ont fini par s'apercevoir que le seul moyen de se faire entendre était d'envoyer des représentants de leur classe au Parlement.

Le prolétariat anglais, mieux organisé que ceux du continent, a enfin compris que cette organisation était de nulle valeur si elle ne servait de bélier pour renverser les obstacles opposés par les capitalistes au développement de la classe ouvrière. Il a, et c'est surtout le grand résultat du Congrès de Liverpool, brisé les barrières, produits du chauvinisme et de l'insularisme anglais, qui le séparaient des autres prolétariats du continent.

Au prochain Congrès international, toutes les fractions du grand Parti ouvrier international socialiste pourront se réunir et décider en commun leur plan de campagne internationale.

BERNARD

On trouvera plus loin le résumé d'un excellent article de la «Wiener Arbeiterzeitung» sur les prétendues divisions qui agitent, d'après les journaux bourgeois, le parti socialiste allemand.

C'est un spectacle réjouissant de voir la rage de la presse bourgeoise, française et allemande, à voir ses espérances renversées. La presse allemande libérale surtout, sous l'inspiration d'Eugène Richter, proteste contre l'oppression que la fraction du Reichstag exerce sur le reste du parti. C'est de la part des radicaux une dépense de pitié et d'hypocrisie inutile. Le parti socialiste n'a rien à voir avec eux, et les camarades allemands, qui se sont trouvés en opposition momentanée avec la fraction du Reichstag, repoussent avec indignation ce secours que les bons apôtres à la Richter leur offrent.

En France, nous lisons dans le «Matin», journal qui n'est pas suspect d'intérêt pour les socialistes, à quelque pays qu'ils appar-

L'industrie privée, échappant à tout contrôle législatif, ne fut pas affectée par cette limitation légale de la journée de travail.

De l'autre côté de l'Atlantique, en Europe, un nouveau mouvement ouvrier commençait à peu près à la même époque.

A la première Exposition internationale de Londres, les ouvriers français et anglais, séparés depuis des siècles par des guerres et des haines autrement profondes et intenses que celles que la bourgeoisie chauvine a voulu semer entre la France et l'Allemagne, vinrent en contact pour la première fois. Leurs délégués furent aussi surpris qu'heureux de reconnaître que les haines patriotiques qui avaient mis les armes aux mains de leurs pères, étaient éteintes et que de semblables souffrances et un même besoin d'émancipation les rapprochaient; ils conçurent alors l'idée de cultiver cette entente fortuite et d'établir entre eux des relations permanentes: — l'Internationale était née.

Avant 1848, il avait existé une Société communiste internationale, dont Marx et Engels avaient été, sinon les fondateurs, du moins les directeurs et les inspirateurs théoriques. La défaite de la Révolution sur le continent l'avait dissoute et en avait dispersé les affiliés: plusieurs, depuis 1850, vivaient exilés en Angleterre; tout naturellement, ils devinrent les membres actifs de la nouvelle Internationale ouvrière, dont le Conseil général fut établi à Londres.

(A suivre.)

HISTORIQUE

DE LA

JOURNÉE DE HUIT HEURES

PAR

PAUL LAFARGUE

La Manifestation de Mai a démontré que les ouvriers d'Europe et d'Amérique sont animés d'une même idée et peuvent, ce qui est plus caractéristique, s'entendre pour une action commune. Elle a frappé d'étonnement le public insouciant aussi bien que les têtes dirigeantes du mouvement politique des deux mondes.

Les meneurs du troupeau bourgeois ignorent l'action exercée sur les masses ouvrières par les phénomènes économiques de la production moderne, et ne tiennent nul compte du travail de propagande qui, depuis un quart de siècle, se fait activement dans les pays à civilisation capitaliste.

La bourgeoisie sera surprise par la révolution sociale qui l'expropriera de son pouvoir politique et la dépossédera de ses biens, tout autant que la noblesse du siècle ouvrier qui se réveilla toute étonnée de se trouver dépouillée de ses privilèges par une révolution qui dura à peine quelques années, mais qui avait été préparée de longue main par des

tiennent, une longue tartine fourmillant d'inexactitudes (ce qui ne nous étonne pas de la part d'un journal bien informé.) Que les journaux bourgeois ne se mêlent donc pas de socialisme; ils ne peuvent rien y comprendre car ils n'entendent ni notre langue, ni notre science.

B.

LE PARTI OUVRIER EN FRANCE

TROYES

Tout d'abord, salut au *Socialiste* qui entre de nouveau en lice pour continuer son œuvre de propagande et de combat.

C'est pour nous une grande joie de saluer la réapparition de notre journal du Parti, dont nous avons été privés depuis quelques années et qui nous aurait été si utile dans les luttes ardentes que nous avons eu à soutenir, tant contre nos ennemis de classe, que contre ceux qui tentent avec acharnement de nous affaiblir en nous divisant.

Il est de toute nécessité que les militants s'occupent activement de donner vie et force au *Socialiste*. En ce qui nous concerne nous sommes prêts à faire tout notre devoir, comme le feront, nous en sommes persuadés, tous ceux qui dans la bataille de chaque jour recherchent autre chose que des satisfactions personnelles.

A l'œuvre donc ! feu de toutes parts ! Un Parti qui a à son actif le Congrès international de 1889 et la manifestation internationale du 1^{er} Mai est un parti puissant qui doit marcher de victoire en victoire jusqu'au but qu'il poursuit, jusqu'à l'émancipation complète de la classe productive.

Notre organisation. — Au mois de Décembre dernier quelques citoyens se réunissaient pour fonder un groupe socialiste révolutionnaire. Dès la première séance on fut d'accord pour adhérer au Parti ouvrier et on décida d'entreprendre une propagande active pour constituer, à Troyes, une organisation sérieuse des forces socialistes.

Plusieurs réunions eurent lieu à cet effet, et déjà lors de l'anniversaire du 18 Mars nous eûmes la satisfaction de constater que jamais dans notre ville un aussi grand nombre de travailleurs ne s'étaient trouvés rassemblés pour célébrer la grande date révolutionnaire.

Aussitôt après, le groupe *Les Travailleurs Troyens* s'occupa de la manifestation du premier Mai. C'est par son initiative que près de vingt réunions furent organisées dans les différents quartiers de la ville, réunions qui eurent un grand retentissement et qui devaient assurer à notre manifestation un succès passant toutes les espérances.

Partout où nous nous présentions, les salles se trouvaient trop petites et une foule considérable pressait dans les rues. Nous en profitâmes pour, après, avoir donné des explications sur le caractère de la manifestation internationale, démontrer la nécessité de l'organisation ouvrière ; et malgré les menaces et les provocations de l'administration préfectorale, nous avons le plaisir d'apprendre à nos amis que nous avons obtenu un résultat sans précédent dans l'Aube.

Nous avons en effet dès maintenant quatre groupes fonctionnant : *Les Travailleurs Troyens*, pour le centre et la rive droite de la ville ; *Le Réveil social*, pour la rive gauche et le faubourg Troncels ; *Le groupe socialiste de Ste-Savine* et *Le Droit social*, pour le quartier bas.

Tous ces groupes, dans une assemblée générale, ont adhéré à l'organisation générale du Parti ouvrier et se trouvent étroitement unis par leurs délégués formés en Comité central. Nous allons donc pouvoir donner à notre propagande une activité encore plus grande. Déjà une conférence a été donnée à Romilly-sur-Seine, le 25 août et a obtenu un succès éclatant. Bientôt nous pensons pouvoir aller à Aix-en-Hotte, à Estisack, etc., etc. D'autre part, nous nous occupons de former de nouveaux groupements à Troyes et dans la région.

Nous venons de distribuer, à plusieurs milliers d'exemplaires, un manifeste adressé aux travailleurs. D'ici quelques jours, il sera, sous forme d'affiches, apposé par centaines dans tous les quartiers de la ville.

Dans ce manifeste, invitant surtout nos camarades de travail à rallier le drapeau du Parti ouvrier, nous annonçons la conférence que notre ami Jules Guesde doit faire ici, sous la présidence du citoyen Thivrier, le 21 septembre, à la salle du Salon de Mars.

Nous ne manquerons pas de mettre les lecteurs du *Socialiste* au courant des résultats que nous attendons de cette conférence dont l'ordre du jour sera : « Capital et Travail ; de l'organisation ouvrière et de son action, » pas plus que nous n'oublierons le compte-rendu de la fête socialiste que nous préparons pour le même soir, et de la réunion générale et privée du Parti qui se tiendra le lendemain lundi, à huit heures 1/2 du soir, et à laquelle le citoyen Guesde assistera.

PÉDRON.

CALAIS

Il fut un temps où la fabrication de la dentelle mécanique, dont Calais avait le monopole pour la France, assurait une large vie à l'ouvrier tulliste qui pouvait gagner 100, 150 et jusqu'à 200 francs par semaine. Et ceux qui n'ont aucune notion des lois économiques de notre époque s'imaginaient que cette espèce d'âge d'or devait durer, que notre ville resterait le paradis du travail et du travailleur.

Les crises n'ont pas tardé à venir et avec elles et par elles le parti socialiste. A la première baisse qui atteignit les salaires, en 83, un syndicat vit le jour. Mais les fabricants et l'esprit individualiste des tullistes en eurent vite raison. Il fallut les crises se multipliant, passant à l'état permanent, pour permettre une organisation sérieuse du Parti ouvrier et son entrée dans le Conseil des Prud'hommes et à l'Hôtel de Ville.

Les patrons, cependant, encouragés par le grand nombre des ouvriers sans ouvrage jugèrent, la semaine passée, le moment favorable pour une nouvelle réduction du prix de la main d'œuvre. C'est sous le prétexte d'un tarif unique, comploté entre eux à huis-clos, sans que le syndicat ait été consulté, qu'ils tentèrent leur œuvre d'affaiblissement.

Heureusement, l'Union des tullistes veillait; prévoyant l'attaque elle avait tout préparé pour la défense et au coup d'État patronal il fut immédiatement répondu par l'appel suivant qui ouvrit le feu sous la forme d'une grève, inconnue jusqu'alors à Calais, mais grève partielle, par atelier :

Camarades

La Chambre Syndicale des Fabricants de Calais, spéculant sur la loi de l'offre et de la demande, vient d'établir un TARIF fixant le prix du rack. — Un salaire de FAMINE est la note dominante de ce chef-d'œuvre affameur.

L'UNION FRANÇAISE DES OUVRIERS TULLISTES, chambre syndicale non consultée pour l'établissement dudit tarif et qui n'oublie pas que la guerre actuelle — guerre à outrance entre l'employeur et l'employé — est la caractéristique de l'existence de deux classes qui luttent désespérément, l'une pour ses profits et ses privilèges, l'autre pour son pain et sa libération du servage moderne, n'accepte pas ce tarif qui, malgré le passage suivant de son *avant-propos* : « De nombreux exemples prouvent surabondamment que le manque de travail, et par conséquence la misère, forcent souvent les ouvriers à accepter des salaires dérisoires... » est la mise en coupe réglée de la population ouvrière de Calais.

En effet, non seulement les auteurs de ce tarif, dépassant la voracité et l'aveuglement des féroces exploiters capitalistes des bagnes du Nord, réduisent considérablement nos salaires, mais leur silence indique clairement que les *changements* ne seront plus payés nulle part.

A ce tarif-pilon, élaboré par les Fabricants, L'UNION FRANÇAISE DES OUVRIERS TULLISTES, répondra par un tarif permettant de manger et qui, accepté par vous, pourra être imposé et mis en vigueur aussitôt que nous le voudrons.

Les patrons légifèrent sans nous consulter, nous répondons à l'attaque et nous jetons le cri d'alarme à nos frères des ateliers.

Ouvriers Tullistes, nos camarades, alerte et debout ! !

Tous ceux qui veulent vivre en travaillant ;
Tous ceux qui, attaqués dans leur pain, veulent répondre et s'unir ;

Tous ceux qui comprennent qu'isolés les travailleurs ne peuvent que s'entraffamer et qu'unis ils auront la victoire ;

Se trouveront au rendez-vous que nous leur donnons SAMEDI soir 30 août,

A L'ÉLYSÉE A 8 1/2

A LA

GRANDE RÉUNION

DES

TULLISTES ET SIMILAIRES

Dans laquelle notre tarif sera soumis à l'approbation des ouvriers présents

L'heure n'est plus aux protestations platoniques, il ne s'agit plus de parlementer et de tergiverser, il faut agir dans la mesure que nous accorde la loi.

On nous déclare la guerre, il faut répondre et nous défendre au nom du droit légal de coalition.

Donc, que pas un ouvrier de la corporation ne fasse défaut.

On provoque la bataille, il faut, par notre union ouvrière, que nous en sortions victorieux avec le calme et la discipline rigoureuse que vous avez observés dans le passé.

Le Comité du Syndicat Ouvrier

2,400 ouvriers répondèrent : Présents ! Et c'est par acclamation que les deux conseillers du Parti firent voter la résistance proposée par les ouvriers mêmes des ateliers où, momentanément, devait se centraliser la guerre économique.

Il fut décidé à l'unanimité de mettre l'un après l'autre à l'index les fabricants les plus voleurs.

Jusqu'à présent, grâce au syndicat, qui, sous l'impulsion énergique du citoyen Saubier, tulliste et conseiller prud'hom-

me, compte près de deux mille adhérents, on marche de victoire en victoire. Le premier atelier bloqué a dû, après quelques jours de lutte, capituler sur tous les points, c'est-à-dire payer le rack au tarif de l'Union des tullistes, accorder 50 centimes de l'heure pour les «changements» et aviser une semaine à l'avance les ouvriers congédiés.

Un autre atelier a dû céder dans les mêmes conditions, sur le seul avis que ses ouvriers ne rentreraient pas le lundi suivant.

Il se peut maintenant que tout n'aille pas toujours aussi bien. Il est à craindre que les patrons opposent une contre-ligue à la ligue ouvrière qui comprend aujourd'hui tout ce qui travaille et peine dans notre ville ; mais le dernier mot n'en restera pas moins au travail.

Les ouvriers tullistes organisés ont tellement confiance dans leurs forces qu'ils ont étendu l'index aux commerçants et aux débitants qui, vivant sur leurs salaires, refusent de laisser placarder dans leurs salles des listes de souscription. Deux exécutions ont déjà eu lieu, etc. c'est merveille de voir avec quelle unanimité justice est ainsi faite, les chaînes du délit et le carré de la boutique des délinquants restant et devant rester vides jusqu'à ce que ruine s'en suive ou qu'amendé honorable ait été faite.

— Autre exemple de solidarité — internationale celle-là : Un nommé Altazin, Henri, a été expulsé de son syndicat pour avoir, les chauffeurs anglais étant en grève, pris du service sur la ligne de Calais-Douvres.

A. DELCLUZE

LILLE

C'est par un éclatant triomphe qu'a été couronnée la dernière campagne électorale. De 300 voix qu'il comptait à peine dans le canton Est, le Parti ouvrier est monté à plus de 1,400. Et victorieux du radicalisme, de l'opportunisme et de la réaction, son candidat, le citoyen G. Delory, est entré au Conseil d'arrondissement où il a déjà fait de la bonne besogne.

Citons, parmi les propositions déposées — et naturellement repoussées — un vœu en faveur d'une amnistie pleine et entière pour tous les condamnés pour grèves ou faits connexes ; un autre vœu tendant à l'interdiction du travail industriel pour les enfants au-dessous de 14 ans et à la réduction à six heures de la journée de travail de 14 à 18 ans ; un autre vœu pour l'érection à Lille d'une Bourse du travail ; un autre vœu encore à l'effet : 1° qu'une loi intervienne le plus tôt possible pour fixer la journée légale à 10 heures ; 2° que les patrons contrevenant à cette loi soient punis de l'amende et de la prison ; 3° que le gouvernement prenne l'initiative de la réunion d'un Congrès international tendant à réduire la journée légale à 8 heures conformément à la revendication de tous les travailleurs dans la manifestation du premier mai dernier.

MARSEILLE

Il a fallu la dernière campagne électorale et qu'un ancien membre de la Commune, le sieur Eugène Protot, vienne à Marseille insulter le Parti-Socialiste tout entier en la personne du citoyen Jules Guesde, pour réveiller les indifférents et les endormis.

Jusqu'alors et malgré tout le dévouement dont faisaient preuve les militants, le Parti Socialiste Marseillais ne livrait que des batailles stériles. On ne saurait mieux le comparer qu'à un état-major sans troupes. Nous étions là une trentaine de bons, disposés à tous les sacrifices faisant en toutes circonstances de l'agitation révolutionnaire, poussant les travailleurs à se rallier sous les plis du drapeau rouge, mais c'était tout. Il est vrai de dire que l'esprit de méfiance qui domine ici était pour beaucoup dans notre piétinement sur place.

Aujourd'hui tout est changé. Ça marche. Marseille a son parti socialiste. Marseille a son bataillon révolutionnaire. Et nous le devons, sans exagération aucune, à la parole aussi éloquente que spirituelle, aussi neuve qu'ironique, du citoyen Jules Guesde, le vaillant propagandiste du parti qui, au cours de la période électorale de l'année dernière a dans plus de 40 réunions développé le programme et semé l'idée nouvelle.

C'est grâce à cette énergique cause que le Parti Ouvrier à l'heure présente est fort de plusieurs centaines de membres.

Que les Protot et les sous Protot y viennent encore ; ce n'est plus à coup de bulletins de vote que le Parti les recevra, c'est à coup de trique.

Jean COULET.

— Nous avons eu le mois dernier une réunion plénière du Parti, dans laquelle l'attitude à prendre vis-à-vis des anarchistes a été déterminée par l'ordre du jour suivant voté à l'unanimité ;

« Le Parti ouvrier de Marseille, réuni en assemblée générale, décide de ne pas traiter les anarchistes en ennemis.

» Les anarchistes ont une manière de concevoir et de poursuivre la transformation sociale, qui n'est pas le nôtre ; qu'ils mènent leur campagne comme bon leur semble, le Parti ouvrier n'entravera pas leur action.

» Mais le Parti ouvrier entend réclamer, pour sa propagande, la même liberté ; et cette liberté il la fera respecter par tous les moyens.

« Le secrétaire,

« F. FAURE »

— Des élections partielles au conseil des prud'hommes ont eu lieu le 24 août et ont donné lieu à une double victoire pour le Parti ouvrier, auquel appartiennent les deux élus de la deuxième catégorie, les citoyens Signoret et A. Chrétien.

— Les camarades de Marseille qui désireraient s'abonner au *Socialiste* (1 fr. 50 par trimestre), n'ont qu'à s'adresser au cit. Jean Coulet, au Cercle socialiste, 2, place Maronne.

Les citoyens qui n'ont pas encore payé leur abonnement sont priés de le faire au plutôt.

CETTE

Fidèle à son passé révolutionnaire, notre commune continue à donner le bon exemple.

Il y a quelques jours, elle nommait huit conseillers municipaux socialistes, assurant ainsi à notre Parti une majorité de plus des deux tiers à l'Hôtel-de-Ville.

Actuellement nous nous occupons des Congrès de Lille et de Calais. C'est toute la France à traverser ; mais cette difficulté ne nous arrêtera pas. Comptez sur nous. Cette sera à son double poste de combat.

P. V.

A L'ÉTRANGER

ALLEMAGNE

Nous lisons dans la *Wiener Arbeiterzeitung* un jugement vraiment magistral porté sur la discussion qui a agité le parti socialiste allemand dans ces derniers temps. Nous regrettons, vu sa longueur, de ne pas pouvoir le reproduire en entier. Nous nous bornerons à le résumer, en en traduisant quelques passages.

Après avoir exposé l'état où se trouvait le parti socialiste allemand sous la loi d'exception où la fraction du Reichstag seule (et encore) pouvait être à l'abri des poursuites et par suite était chargée de la partie exécutive du parti, il lui rend ce témoignage qu'elle a accompli son devoir et « qu'il y a pas d'hommes qui aient rempli dans un temps si difficile une tâche plus ardue avec plus de courage, de patience, de décision et d'intelligence ».

Mais, la loi tombant des mains lassées des bourgeois, une nouvelle tactique s'impose au parti socialiste allemand. Deux dangers se présentent : « ou bien celui qui consiste à ne s'occuper que de la propagande de principe et ainsi tomber dans la rhétorique radicale » du prédicateur dans le désert, ou bien à exagérer l'importance de quelques petits progrès et, oubliant le but du parti, « tomber dans le possibilisme. » Nous admirerons en passant cette définition si exacte du possibilisme, qui nous montre que nos amis savent à quoi s'en tenir sur les possibilistes.

Il y a une tactique plus haute et plus scientifique ; c'est, tout en ayant le but devant les yeux, de se servir de tous les moyens et le parlementarisme en est un qui s'offre, propre à nous faire avancer vers le but.

Analysant les trois points sur lesquels roulait la discussion, le rédacteur de la « *Wiener Arbeiterzeitung* » montre que la fraction avait raison de décider que chaque district enverrait 3 délégués, tandis que l'opposition voulait que le nombre des délégués fut en rapport avec le nombre des membres du district, ce serait donner aux grandes villes trop de puissance. Quant à la remise du contrôle à la fraction du Reichstag et à la surveillance de la presse, qui lui est confiée, le premier point, comme l'a dit Auer, est dû à une précaution contre le gouvernement qui pourrait dissoudre toute autre commission, sous le prétexte d'association défendue.

Le contrôle de la presse, enfin, est une chose toute naturelle, dans un parti qui veut que ses journaux ne s'écartent pas du programme admis par tous.

Il y a à déplorer les attaques violentes que certains membres se sont permis contre de vieux combattants du socialisme, ainsi que les accusations sans preuves. Tout cela s'éclaircira au grand jour du Congrès de Halle.

« Les points en litige sont si peu importants, attaquent si peu l'essence du parti, qu'une séparation sur ce sujet n'est pas à craindre. » Quant aux bourgeois et à leurs journaux qui se réjouissent tant de ce déchirement dans le parti socialiste, notre ami leur répond justement que ce que la loi contre les socialistes n'a pu faire, la liberté ne le produira pas davantage, « car la sociale-démocratie représente la vérité et le droit ; elle n'est pas un produit d'intérêts égoïstes, mais des plus hauts intérêts de l'humanité, et elle arrivera à une victoire, fatale historiquement, de la juste cause du prolétariat. »

ANGLETERRE

Nous trouvons dans la *People's Press* des détails intéressants sur la physionomie du Congrès de Liverpool. — Ce qu'il y a de plus caractéristique, ça été le discours de M. Matkin mais les Anglais, et cela est bien anglais, trouvent qu'il n'a pas été un bon « chairman »,

ce qui nous est absolument indifférent. — Son discours et ceux de Burns et de Keir Hardie ont été de véritables coups de massue sur les têtes des partisans de M. Broadhurst. Ceux-ci ont essayé de troubler le Congrès par des interruptions, des huées, chaque fois que l'on parlait des corporations «unskilled» c'est-à-dire ne faisant pas partie des anciennes trades-unions.

De même le nom de notre ami Cunningham Graham a eu l'honneur d'être hué par ses messieurs.

Il est évident que des phrases telles que celles-ci dans l'adresse: « Beaucoup de nous peuvent se figurer un état où le travailleur ne mourra plus de faim, où les frelons ne consommeront plus le produit du travail, et où la société sera si bien organisée et ennoblie que l'ignorance, le vice, le préjugé, et les folies enfantées, par des siècles de gouvernement de classe seront abolies », de telles phrases, disons-nous, n'avaient jamais résonné dans l'enceinte des Trade's Unions. — Et encore celle-ci: « je pense qu'une journée de travail de huit heures, fixée par la loi, est le premier pas vers l'état social de l'avenir. »

Une autre «feature» de la séance a été l'attaque vigoureuse faite contre M. Broadhurst, à propos de la conduite du Comité parlementaire, qui a passé sous silence les instructions du Congrès de Dundee. Burns a soutenu avec énergie le devoir qui s'imposait aux représentants ouvriers de soutenir «la journée légale de huit heures, la nationalisation du sol, des vaisseaux, des mines, des chemins de fer et de tous les moyens de production». Il a attaqué la conduite de M. Broadhurst et de ses séides, et il a montré qu'ils étaient sous la dépendance du Parti libéral.

Néanmoins, pour que ce Congrès ne se passât pas sans l'injustice et étroitesse d'esprit familières aux vieilles Trade's Unions, nous devons mentionner la conduite mesquine et maladroite du comité des Trade's Unions vis-à-vis de M^{me} Aveling, dont nous traduisons ici la lettre adressée à la *People's Press*.

« ... Puis-je vous demander l'insertion de quelques lignes pour expliquer mon exclusion du Congrès. J'ai été, comme vous le savez peut-être, élue comme représentant l'Union des *Gas Workers et General labourers* à la conférence de l'Union en Mai dernier. Quoique Miss Black et Lady Dilke aient été admises, mon mandat à moi a été rejeté sous le prétexte que je ne suis pas une ouvrière! Pourtant, pour commencer par là, je suis une ouvrière — je travaille à une machine à écrire (type-writes;) et ensuite il me semble illégal pour quiconque, excepté le Congrès lui-même, de déclarer qui doit entrer au Congrès ou qui doit en être exclu.

ELÉANOR MARX AVELING

Les Trade's Unionistes doivent voir maintenant à quoi leur esprit d'exclusivisme et de caste leur a servi!

ITALIE

La Crise industrielle sévit à Milan et les patrons renvoient journellement des masses d'ouvriers. Les Mécaniciens sont surtout éprouvés; 700 d'entre eux sont sur le pavé, chassés de l'atelier. On a convoqué le 31 août un grand meeting auquel assistaient 1500 personnes environ. Les ouvriers attaquent surtout le gouvernement italien et lui reprochent de retirer les commandes aux établissements nationaux pour les donner aux maisons étrangères. L'ordre du jour voté est caractéristique par l'esprit socialiste qu'il anime.

« Les Mécaniciens de Milan travaillant ou sans travail, réunis le 31 août, 1890, au théâtre de Canobliani, pour combattre la crise industrielle qui s'étend de plus en plus et pour rechercher les moyens d'y obvier, ont après une longue discussion, gagné la conviction suivante: ce n'est que quand le prolétariat organisé aura réussi à établir que les machines, les outils, le sol seront la propriété des travailleurs, que cette vie de misère et de privation pourra prendre fin....., ils décident d'inviter le gouvernement et les entrepreneurs à donner du travail pour mettre fin à cette situation et, si dans l'espace de quinze jours, on ne pourvoit pas par le travail à la nourriture de leurs familles, ils sont décidés à sacrifier leur vie et leur liberté pour la plus sainte des causes. »

Cela ne rappelle-t-il pas le cri célèbre des Lyonnais? Mais cet appel ne restera pas sans réponse, car le gouvernement italien n'est plus assez fort pour résister au mouvement menaçant qui va éclater si on n'accorde pas à la classe ouvrière ce qu'elle demande.

Convocations et Réunions

PARTI OUVRIER

Agglomération Parisienne

Mardi, 16 septembre, réunion plénière, salle Pasquier, 239, rue St-Martin, à 8 heures et demie du soir. Ordre du jour: Congrès National de Lille, Nomination des délégués.

Le secrétaire: HENRI

Cercle Collectiviste du XIV^e

Les premier et troisième lundi de chaque mois réunion, salle Anne, rue Mouton-Duvernay, 1, à huit heures et demie du soir.

Cercle socialiste révolutionnaire du IX^e

Réunion les premier et troisième jeudi du mois, salle Lemaitre, 49, rue Pigalle, à 9 heures du soir.

Cercle collectiviste des III^e et IV^e
Réunion les premier et troisième mardis de chaque mois, salle Préau, rue des Gravilliers, 14, à 9 heures du soir.

Groupe des Huit heures du XVIII^e
Tous les samedis réunion salle Petit, 1, rue Ste-Marie, à huit heures et demie du soir.

Fédération nationale des syndicats et groupes corporatifs ouvriers de France

Conseil local parisien

Réunion le 22 septembre, à 8 heures du soir, salle Leger, 108, rue du Temple.

Ligue des Huit heures

Commission exécutive

Réunion, salle Nicaise, rue des Petits-Carreaux, 1, mercredi 17 septembre, à 9 heures du soir.

Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de la Seine

Réunion du Conseil, tous les lundis, à 9 heures du soir, au siège social, 47, rue de Cléry.

La Couture

Groupe corporatif des ouvriers et ouvrières tailleurs

Réunion les premier et troisième mercredis du mois, salle Nicaise, rue des Petits-Carreaux, 1, à 9 heures du soir.

PRIME GRATUITE

DU SOCIALISTE

Les abonnés de 6 mois, qui en feront la demande, auront droit à

LA RÉVOLUTION

PAR

Alfred Berthezène

un joli volume in-18, de 125 pages, qui leur sera délivré *gratuitement* dans nos bureaux, 98, rue Montorgueil. Pour le recevoir par la poste, envoyer un timbre de 15 centimes à l'administrateur.

LIBRAIRIE DU PARTI OUVRIER

La Bibliothèque socialiste, qui s'occupe de la réédition des brochures épuisées et qui en éditera de nouvelles avant peu, tient dès aujourd'hui à la disposition des membres du Parti les publications suivantes:

LE DROIT A LA PARESSE, par Paul Lafargue prix port
0,35 0,05

LA RELIGION DU CAPITAL, par Paul Lafargue	0,25 0,05
LE MATÉRIALISTE ÉCONOMIQUE DE KARL MARX, par Paul Lafargue. Trois brochures: 1 ^o l'idéalisme et le matérialisme dans l'histoire; 2 ^o le milieu naturel, théorie darwinienne; 3 ^o le milieu artificiel, théorie de la lutte de classe	0,30 0,05
L'ÉVOLUTION DU CAPITAL, par Gabriel Deville. Cinq brochures: 1 ^o genèse du capital; 2 ^o formation du prolétariat; 3 ^o coopération et manufacture; 4 ^o machinisme et grande industrie; 5 ^o fin du capital	0,60 0,10
PHILOSOPHIE DU SOCIALISME, par Gabriel Deville	0,25 0,05
L'ANARCHISME, par Gabriel Deville	0,10 0,05
SERVICES PUBLICS ET SOCIALISME, par Jules Guesde	0,30 0,05
LE COLLECTIVISME AU COLLÈGE DE FRANCE (réponse à M. Paul Leroy-Beaulieu), par Jules Guesde	0,75 0,05
SOUS PRESSE	
LE PROGRAMME DU PARTI OUVRIER, (ses considérants, ses articles), par Jules Guesde et Paul Lafargue, nouvelle édition	0,30 0,05
LA LOI DES SALAIRES ET SES CONSÉQUENCES, par Jules Guesde	0,20 0,05
COLLECTIVISME ET RÉVOLUTION, par Jules Guesde	0,20 0,05
Adresser toutes les demandes, accompagnées d'un mandat poste, à l'administrateur délégué, le citoyen Crépin, 94, rue des Entrepreneurs, Paris.	

Calendrier des Courses

SEPTEMBRE

Lundi 15. — Vincennes (plat) — Mortagne.
Mardi 16. — St-Ouen (obst.).
Mercredi 17. — St-Germain.
Jeudi 18. — St-Ouen (obst.).
Vendredi 19. — Maisons-Laffite.
Samedi 20. — Vincennes (plat).
Dimanche 21. — Paris.
Lundi 22. — St-Ouen (obst.).
Mardi 23. — Colombes.
Mercredi 24. — St-Ouen (plat).
Jeudi 25. — St-Germain. — Neuilly-Levallois (trot).
Vendredi 26. — Maisons-Laffite.
Samedi 27. — St-Ouen (obst.).
Dimanche 28. — Paris.
Lundi 29. — Vincennes (plat).
Mardi 30. — St-Ouen (obst.).

VINCENNES

Troisième jour -- Lundi 15 Septembre 1890 2 h.

NOS PRONOSTICS:

Prix de Neuilly (à réclamer) — Hongrois.
Prix de Normandie (Handicap) — Hélyette.
Criterium de Vincennes. (2 ans) — Vivonne.
Prix de Nogent (à réclamer) — Loustic.
Prix de l'équinoxe. — Mandinet.

FITZ-ROYA

Le Gérant: DELADERÈRE

Imprimerie, 21, rue de Béthune, LILLE.

LE SOCIALISTE

Organe Central du Parti Ouvrier

TOUS les DIMANCHES

LE SOCIALISTE

Organe Central du Parti Ouvrier

1 Fr. 50 par Trimestre

LE SOCIALISTE

Organe Central du Parti Ouvrier

PRINCIPAUX COLLABORATEURS:
BERNARD, G. CRÉPIN, FERROUL, FORTIN,
JULES GUESDE, P. LAFARGUE, D^r Z., etc.

LE SOCIALISTE

Organe Central du Parti Ouvrier

CORRESPONDANTS POUR LES DÉPARTEMENTS:

A. DELCLUZE, Calais; G. DELORY, Lille; H. CARRETTE, Roubaix; DESCHILDRE, Armentières; LANGRAND et RENARD, St-Quentin; PÉDRON, Troyes; LECRIQUE, Reims; DUCLOS, Rouen; J. DORMOY, Montluçon; G. FARJAT, Lyon; V. MAZUEL, Commeny; VALLAT, Cette; CADENAT, J. COULET, Ph. GRAS, Marseille; Paule MINK, Montpellier; etc.

LE SOCIALISTE

Organe Central du Parti Ouvrier

CORRESPONDANTS POUR L'ÉTRANGER:

LIEBKNECHT, Allemagne; CUNNINGHAM-GRAHAM, Angleterre; D^r ADLER, Autriche; IGLESIAS et M..., Espagne; ANSELE et Van BEVEREN, Belgique; PLEKANOFF, Russie; PETERSEN, Danemark; etc.

